

Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ? (à l'écrit les années impaires)

Fiche

L'école tient une grande place dans la société et dans les souvenirs de chacun. Elle est à la fois un lieu de transmission des savoirs (lire, compter, écrire, etc.) et un lieu de socialisation primaire. Par son action d'instruction et de socialisation, elle doit permettre l'intégration sociale de tous les enfants et adolescents, grâce à la transmission d'une culture commune, et favoriser l'égalité des chances.

I. Les transformations de l'école dans les sociétés démocratiques

Élèves dans une salle de classe.



© kali9/iStock

La **massification scolaire**, qui a lieu en France depuis le début du xx^e siècle, s'est accélérée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle peut être mesurée grâce à deux indicateurs majeurs :

- **Le taux de scolarisation** : c'est le rapport entre le nombre d'élèves, d'étudiants et d'apprentis en formation initiale d'un âge déterminé, inscrits dans un établissement d'enseignement, et le nombre de jeunes de cet âge. Aujourd'hui, le taux de scolarisation des jeunes âgés de 3 à 15 ans est proche de 100 %.
- **Le taux d'accès à un diplôme ou à un type de formation** : en 1851, seulement 0,6 % des jeunes d'une génération obtenaient un baccalauréat. En 1950, la proportion était d'environ 5,1 % et, en 1980, de 25,9 %. Aujourd'hui, elle s'élève à près de 80 %.

La massification scolaire a d'abord profité aux classes les plus modestes sous la V^e République (l'enfant « bien né » serait allé à l'école de toute façon). Par exemple, entre les générations d'enfants d'ouvriers nées entre 1964 et 1968 et celles nées entre 1979 et 1981, le pourcentage de bacheliers est passé de 20 % à plus de 40 %. En ce sens, on peut parler de **démocratisation scolaire** dans la mesure où, désormais, des enfants nés dans les classes populaires ont accès à l'école et à l'instruction.

Toutefois, toutes les études convergent pour montrer que ce processus est loin d'être abouti. Les inégalités scolaires auraient même tendance à augmenter à nouveau ces dernières années. Les enquêtes « Pisa » réalisées dans les 34 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) montrent que la France est le pays européen le plus affecté par le déterminisme social.

II. Une multitude de facteurs pour expliquer les inégalités de réussite scolaire

L'inégalité des chances à l'école peut s'expliquer par plusieurs facteurs qui influent sur la **construction des trajectoires individuelles de formation**.

D'abord, **l'école elle-même** a sa part de responsabilités. Par exemple, le budget alloué aux zones d'éducation prioritaires (ZEP) reste très faible (moins de 0,5 % du budget du ministère de l'Éducation nationale). Selon le rapport « Thélot », publié en 2004, loin de corriger les inégalités sociales, l'école les confirmerait voire les renforcerait. Par exemple, à niveau scolaire égal entre deux enfants, les conseils de classe ne corrigent pas suffisamment les différences d'ambition (un enfant issu des classes défavorisées sera tendanciellement moins ambitieux en termes d'orientation qu'un enfant né dans les classes supérieures).

Père et fils à la bibliothèque.



© Tashi-Delek/iStock

Le **capital culturel** peut également expliquer les inégalités. Dans deux célèbres ouvrages, *Les Héritiers* (1964) et *La Reproduction* (1970), le sociologue français Pierre Bourdieu (1930-2002) s'interroge sur la reproduction sociale et propose une analyse de l'école. Selon lui, si les classes favorisées réussissent tendanciellement mieux que les classes populaires, ce n'est pas en raison de leur capital économique, mais surtout grâce à leur capital culturel. Or, celui-ci est inégalement réparti entre les classes sociales : un fils d'avocat ou un fils de professeur dispose généralement de plus de capital culturel, transmis lors de la socialisation. Il dispose donc de ce que Pierre Bourdieu appelle une « **culture légitime** », c'est-à-dire la culture socialement valorisée (la pratique de la lecture ou des langues étrangères, par exemple). Un enfant disposant de cette culture légitime va être comme un poisson dans l'eau à l'école, celle-ci transmettant... une culture légitime. À l'inverse, l'enfant issu d'un milieu populaire peut davantage se sentir perdu car sa culture familiale est très éloignée de la culture scolaire. Il subit ce que Bourdieu appelle « **une violence symbolique** ». En inculquant cette culture légitime et en valorisant le capital culturel, l'école reproduit donc les inégalités sociales qui deviennent des inégalités scolaires. La tradition sociologique oppose l'analyse de Pierre Bourdieu à celle du sociologue français Raymond Boudon (1934-2013). Si le diagnostic de départ entre Bourdieu et Boudon est le même (l'école reproduit les inégalités), **l'explication de ces inégalités scolaires diffère**. Selon Boudon, si les enfants des classes populaires s'orientent le plus souvent vers les filières technologiques et professionnelles, c'est parce qu'il est rationnel pour eux de le faire. En effet, les études courtes permettent une insertion professionnelle plus rapide et elles sont évidemment moins coûteuses. De plus, la réussite d'études générales et longues est plus aléatoire pour un enfant issu des classes populaires. Ainsi, Boudon voit dans l'inégalité scolaire le résultat d'une **stratégie des ménages**.

Les inégalités scolaires peuvent également être envisagées du point de vue du genre. Les résultats statistiques montrent un paradoxe : les filles réussissent tendanciellement mieux à l'école que les garçons et, pourtant, elles s'engagent moins qu'eux dans les filières supérieures « prestigieuses ». Par exemple, selon les statistiques de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), les filles ne représentent que 30 % des effectifs dans les classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques. Ce

constat peut notamment s'expliquer par la **socialisation différenciée selon le genre**. Dès leur plus jeune âge, les garçons sont, par exemple, davantage incités à la compétition et à la concurrence que les filles, ce qui favorise l'ambition, notamment dans le choix des études. Les professionnels de l'éducation participent à ce phénomène, ainsi qu'aux stéréotypes de genre qui peuvent en découler. Par exemple, dans les crèches et les écoles maternelles, il apparaît que les petites filles sont moins stimulées et moins encouragées à des activités collectives que les garçons et que l'accent est davantage mis sur leur apparence. L'enseignement secondaire joue également un rôle dans cette distinction de genre : les garçons sont plutôt félicités pour leur performance, tandis que les enseignants mettront davantage l'accent sur le sérieux ou l'assiduité des filles.



© matimix/iStock

 [Exercice n°2](#)

 [Exercice n°3](#)

 [Exercice n°4](#)

 [Exercice n°5](#)

Zoom sur...

Un investissement inégal des familles dans la scolarité de leurs enfants

L'investissement des familles dans la scolarité de leur enfant est central pour la réussite de celui-ci. Or, l'investissement des familles, qu'il soit en argent ou en temps, est inégal selon le milieu social. Par exemple, les dépenses liées à l'école (soutien scolaire payant du type Acadomia, écoles privées, etc.) sont quatre fois plus importantes chez les parents exerçant une profession libérale que chez les parents ouvriers.

Les statistiques montrent, par ailleurs, que l'investissement en temps est, pour certaines activités, plus important dans les familles de « cadres » que les familles ouvrières. Par exemple, 93,5 % des parents cadres lisent des histoires à leurs enfants contre 78 % pour les parents ouvriers. Enfin, l'analyse de l'aide aux devoirs – essentiellement effectuée par les mères – révèle de fortes inégalités sociales : si les parents diplômés peuvent aider leur enfant, les parents non diplômés ont davantage de difficultés pour le faire. Ainsi, la quasi-totalité des mères non diplômées se déclarent incapables d'aider leur enfant quand celui-ci est au lycée.

